

non moins noble province de l'Alberta n'a qu'un seul ministre! Les sénateurs de l'Alberta seraient-ils des incompetents? Je croyais qu'on aurait nommé au moins une demi-douzaine de ministres dans notre illustre chambre. Si j'étais un sénateur de cette région du pays, je me serais demandé pour quelle raison on ne m'a pas choisi—je sais pourtant ce qu'il me manque. J'ai des lacunes sur le plan de l'affiliation politique et de la géographie, pour ne nommer que ces deux-là. Le gouvernement ne montre certainement pas qu'il tient compte des aspirations de l'Ouest en limitant la représentation de ces magnifiques provinces à un seul ministre, appelé parfois ministre d'État—et il y a là une petite nuance qu'il vaudrait peut-être la peine d'examiner de près.

● (1510)

Dans l'excellent discours qu'il a prononcé hier, le sénateur Roblin a parlé du texte proprement dit du discours du trône, et ce n'est pas toujours le cas lors du débat sur l'Adresse, comme le sénateur Muir le sait. Mais c'est ce qu'il faudrait faire, quel que soit le discours du trône. Quand on m'a demandé d'abord ma réaction au discours du trône, j'ai répondu avec ma sincérité habituelle que j'avais déjà vu pire. Or, j'approuve certains aspects du discours du trône.

Une des plus belles réussites du gouvernement Clark était le projet de loi sur l'accès à l'information, et j'incite le gouvernement actuel à l'adopter au plus tôt et à lui donner force de loi. En outre, je lui conseille de travailler en étroite et constante collaboration avec l'auteur de ce projet, un ancien parlementaire éminent, M. Gerald Baldwin. Il pourrait leur être utile. Par ailleurs, pour souligner son apport pendant bien des années à ce domaine important, celui de l'accès à l'information, je crois qu'on devrait le nommer au Conseil privé du Canada. Ce serait un geste généreux.

Des voix: Bravo!

Le sénateur Macquarrie: J'ai lu avec intérêt les trois paragraphes sous la rubrique: «Une politique étrangère active». Dans l'un, il est question d'un engagement de rendre l'OTAN plus apte à remplir ses obligations. Or, honorables sénateurs, ce parti qui est au pouvoir une fois de plus n'avait-il pas prévu, il y a un an ou une éternité, de nous retirer de l'OTAN, pour se contenter, toutefois, de réduire de moitié notre participation militaire. Je me souviens également d'un autre cas, en 1971, celui-là, où un débat dans l'autre endroit sur la politique étrangère s'était bel et bien poursuivi pendant deux jours, ce qui constitue presque un précédent. La motion demandait au gouvernement de l'époque, qui est celui au pouvoir aujourd'hui, de réaffirmer ses relations avec nos alliés traditionnels. Mais je ne reproche jamais à personne une conversion tardive. Je suis d'accord avec cette politique, même si l'on a mis du temps à l'adopter.

Le paragraphe sur le désarmement ne soulève pas de grandes passions ni ne donne l'impression que beaucoup de choses vont changer. Le Canada a toujours joué un rôle important dans la recherche constante d'un désarmement mondial véritable. Je me souviens très bien du travail énorme qu'a accompli l'honorable Howard Green à la Conférence de Genève et aux réunions subséquentes. Lui a ensuite succédé le général Burns, Canadien distingué à la guerre et dans la recherche de la paix, lui-même remplacé par George Ignatieff, une perle de notre service diplomatique. Et aujourd'hui, Geoffrey Pearson, le fils

de notre plus grand diplomate, Lester B. Pearson, agit à titre de conseiller spécial pour le désarmement et je crois qu'il accomplit du bon travail. Mais si sa nomination comme ambassadeur au désarmement peut être utile, bien sûr que nous l'acceptons avec plaisir. Mais quoi qu'il en soit, je ne crois pas que ce soit le titre qui importe ici.

Aussi solennel qu'il se doit d'être sur les questions internationales, et hélas, il l'est, le discours du trône fait état des difficultés et des tensions qui surgissent sur la scène nationale. On peut y lire: «Partout au pays, des forces sont à l'œuvre qui tendent à nous diviser au lieu de nous unir». C'est vrai. Mais ce n'est pas nouveau. Tout au long de ses cent ans d'histoire, l'unité du Dominion du Canada a reposé sur le jeu des forces centripètes qui nous réunissent et des forces centrifuges qui nous déchirent en deux. Et la force des dirigeants du Canada, tout au long de ces années, a été de maintenir et de conserver la suprématie des forces centripètes. A entendre la presse et le public aujourd'hui, les tensions que la Confédération connaît ont commencé il y a quelques années; et avant l'arrivée des premiers ministres Lévesque et Lougheed, tout était serein, sain et inébranlable. Rien n'est moins vrai. La Confédération a été menacée auparavant et à maintes reprises. Les électeurs du Nouveau-Brunswick, lorsqu'on leur a demandé de se prononcer sur la Confédération, et ils ont été les seuls à le faire, se sont prononcés contre. Ce vieux Néo-Écossais astucieux qu'était Charles Tupper n'a même pas demandé à l'Assemblée législative de sa province de se prononcer, encore moins à la population parce qu'il se doutait fortement que la réponse serait non.

Le jour de la Confédération en 1867, la Nouvelle-Écosse a envoyé 19 députés à la Chambre des communes et 18 d'entre eux étaient contre la Confédération. Le même jour, l'Assemblée législative de la province de la Nouvelle-Écosse a élu 37 membres et 35 étaient contre la Confédération. Et l'un des deux autres braves est mort avant même d'entrer en fonctions.

Le sénateur Donahoe: Il y avait par exemple mon grand-père.

Le sénateur Macquarrie: Son grand-père! Dieu lui-même était contre, à cette époque.

La petite Île-du-Prince-Édouard, sage, réfléchie, pondérée, a tardé le plus longtemps qu'elle a pu. Mais financièrement cela devenait intenable. Le premier ministre Pope disait en 1866 que 90 p. 100 des îliens étaient contre la Confédération. Jamais un sondage Gallup n'a été si catégorique. Et quand finalement l'Île a fini par y adhérer, les hommes politiques du cru ont dit: «Nous avons vendu notre valeureux petit navire, et le voilà maintenant dépouillé de toute la gloire acquise en cent ans». Et le poète de stigmatiser les hommes politiques, dans un couplet qui a repris énormément d'actualité ces dernières années, il faut bien le dire:

With dishes fine their tables shine

They live in princely style

They are the knaves who made us slaves

And sold Prince Edward Isle.

Au Nouveau-Brunswick, le ton devenait biblique avec cette envolée d'un homme politique:

Puisse ma main droite oublier ce qu'elle sait faire; si jamais je m'abaisse jusqu'à vendre mon pays à la Confé-